

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Dette-et-retraites-en-Bolivie-Preference-pour-une-economie-mensongere>

Dette et retraites en Bolivie Préférence pour une économie mensongère

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : lundi 24 février 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Alberto Bonadona Cossio

[Texte en *español*](#)

La faillite des fonds de pension du système de retraite de la Bolivie a permis de blanchir une dette proche de deux milliards de dollars, qui était maintenue secrète. Tout comme en Argentine et au Chili, les fonds nourris par les salariés à travers leur travail, terminent au moment de leur retraite, entre les mains des entreprises privées et non de ceux qui les ont constitués, l'état se chargeant de cette manoeuvre.

En observant ce qui arrive dans ces jours agités il est facile d'arriver à des conclusions qui sont tout aussi trompeuses que séduisantes. Ainsi, par exemple, on dit : *"Si on ne faisait pas la réforme des pensions, la réforme de l'impôt ne serait pas nécessaire"*. Ou, selon l'ex président Paz Zamora *"la réforme des pensions a été une stupidité"*. Quelques commentaires, à l'évidence venus de l'extérieur, sont même encouragés à indiquer que *"le FMI cherche la paix et le bien-être des peuples de la même manière qu'il n'impose rien à aucun pays"*.

Il faut rappeler que la réforme du système de pensions apparaît comme une solution à la faillite imminente d'environ 26 fonds complémentaires sur total de 37 qui n'étaient pas en condition de continuer avec fonctionnement régulier.

Face à la faillite de ces fonds qui aurait pu se produire progressivement et s'accélérer au cours des années 1996 jusqu'à présent, la réforme de pensions agit préventivement. La dette, de ces fonds était ainsi maintenue secrète et approchait les 2 000 millions de dollars. Avec la réforme on ne crée pas cette dette mais elle devient explicite. De ne pas l'avoir fait

en 1995, les fermetures successives de chacun de ces fonds auraient signifié que l'État assume, de toute manière, le paiement des rentes que ces fonds ne pouvaient pas payer parce qu'ils ne disposaient pas des réserves nécessaires.

En conclusion, le déficit pour l'État aurait fini de toutes manières par arriver et, bien que ralenti par le nombre d'années, il aurait signifié un traumatisme croissant. Toutefois tandis que la dette restait occulte même le FMI ne la prenait pas en considération. C'était une dette qui allait arriver à mesure que les personnes étaient mises à la retraite. De toutes manières ils allaient massivement arriver à l'âge de la retraite, comme le démontre l'augmentation du nombre de pensionnés durant les dernières années.

Toutefois, entre une faillite et une autre, la dette des fonds qui seraient maintenus à flot serait restée secrète et le déficit fiscal aurait été plus petit. Si cela est une solution pour éviter de prendre des mesures préventives bien qu'elles ne favorisent pas la création de systèmes de pensions plus solides, alors le mieux était de suivre la dette secrète dans les livres de comptabilité des fonds complémentaires. Il est facile de jouer avec les chiffres et les livres de comptabilité.

Le problème est qu'au bout du compte la vérité sortira et la solution sera plus coûteuse ; économique et sociale. Ces aspects doivent être compris, pas tant par l'ex président, que par les personnes qui négocient avec le FMI parce qu'elles doivent expliquer ces aspects à leurs fonctionnaires orthodoxes. S'ils ne le comprennent pas, c'est parce qu'ils préfèrent qu'on leur mente. Beaucoup de pays ont appris à le faire et sur des périodes relativement longues, comme l'a fait l'Argentine avec les comptabilités des provinces, au moins jusqu'au moment de vérité qu'on connaît tous.

Post-scriptum :

[Argenpress.info](#)